

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2722

3 octobre 2015

SOMMAIRE

Argonauts Management S.A.	130611	Georgia Finance S.à r.l.	130615
ARHS Consulting S.A.	130611	Gliese S.A.	130615
ARISTEA SICAV	130610	GLT Fiduciaire S.A.	130614
Atlantico Financial Group S.à r.l.	130611	GoldiSoleil SPF S.A.	130615
B.A.M.M. Promotions S.A.	130611	Goleta Fund	130616
Benchmark Index Fund S.A., SICAV-SIF ...	130619	Golf Gaichel S.à r.l.	130616
Best Choice	130612	Green Basil S.A.	130616
B.P. & Partners S.A.	130612	GRE Spirit S.à r.l.	130616
Cavallino Pazzo Heritage Fund	130618	G.R.S. Participations S.à r.l.	130614
Cerbère	130615	Health Valley S.à r.l.	130617
China Merchants (Luxembourg) S.à r.l.	130612	High Value Equity S.A.	130616
Coller International Partners VII Luxembourg GP, S.à r.l.	130632	Horvi Service S.à r.l.	130617
Compagnie Luxembourgeoise de Distribution Internationale SA	130610	Hudson Silicor Iceland Holdings S.à r.l.	130653
Contessa Soparfi S.A.	130612	I.F.P.S. International Fall Protection Systems s.à r.l.	130617
Corfu S.A.	130613	Imajine	130617
CWEI (Luxembourg) Energy S.à r.l.	130613	IQ One Holdings S.A.	130617
Delen Private Bank Luxembourg S.A.	130613	Pleimo S.A.	130656
Digi Play Entertainment S.à r.l.	130642	Plus Equity Gate S.A.	130656
Duofratelli S.à r.l.	130650	Plus Equity Gate S.A.	130655
EMO Distribution S.à r.l.	130614	Plus Equity Gate S.A.	130656
Ets Pierre Kess et Fils S.A.	130614	REA Europe S.à r.l.	130656
Europ Continents Holding	130610	Sealily SPF, S.A.	130618
GC Partner S.A.	130614	Serinvest Benelux S.A.	130618
		Valore Credit S.à r.l.	130616

Europ Continents Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 16.913.

Les actionnaires de EUROP CONTINENTS HOLDING, Société anonyme, sont convoqués en

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE

pour le mercredi 21 octobre 2015 à 12.00 heures à Luxembourg, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'entreprises agréé sur la gestion et les opérations sociales concernant l'exercice clos au 31 décembre 2014 ;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 ;
3. Quitus aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé ;
4. Affectation des résultats ;
5. Nominations statutaires ;
6. Fixation du montant des rémunérations et/ou jetons de présence à allouer aux administrateurs ;
7. Autorisation au Conseil d'Administration de déléguer ses pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres ;
8. Autorisation au Conseil d'Administration d'acquérir des actions propres de la société et fixation des conditions et modalités des acquisitions dans le cadre des dispositions légales ;
9. Questions diverses.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur devront avoir déposé, au siège social, au plus tard le 15 octobre 2015, les titres de ces actions ou les avis de blocage en constatant le dépôt dans des banques ou établissements de crédit.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015159081/546/27.

Compagnie Luxembourgeoise de Distribution Internationale SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 75.434.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/08/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015141360/12.

(150154095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

ARISTEA SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 193.297.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration a décidé, par la signature d'une résolution circulaire datée du 6 août 2015, de coopter Monsieur Lorenzo Bombarda, avec adresse professionnelle 16 Berkeley Street, London W1J 8DZ - United Kingdom, en qualité d'Administrateur du Fonds, en remplacement de Monsieur Sylvain Feraud, avec effet immédiat, et ce, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2015

Le Conseil d'Administration a également décidé, par la signature d'une résolution circulaire datée du 12 août 2015, de nommer Monsieur Lorenzo Bombarda, en qualité de Président du Conseil d'Administration du Fonds.

Pour Aristeia SICAV

Référence de publication: 2015141285/15.

(150154348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Argonauts Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2156 Luxembourg, 2, Millegässel.
R.C.S. Luxembourg B 101.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Triple A Consulting

Référence de publication: 2015141283/10.

(150154258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

ARHS Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2B, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 129.727.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration de la société tenue en date du 18 août 2015

1^{ère} Résolution:

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission, avec effet immédiat, de Madame Nathalie VANDERVELDE de sa fonction d'Administrateur, de sa fonction de délégué à la gestion journalière ainsi que de sa fonction de Président du Conseil d'Administration de la Société. Par conséquent, le Conseil d'Administration décide de nommer à la fonction d'Administrateur de la Société en remplacement de l'Administrateur démissionnaire Monsieur Sébastien BRAUN, demeurant au 79, rue de Verdun, F-57.160 Châtel-Saint-Germain. Son mandat d'Administrateur viendra à échéance lors de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017.

2^{ème} Résolution:

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Sébastien BRAUN, demeurant au 79, rue de Verdun, F-57.160 Châtel-Saint-Germain à la fonction de délégué à la gestion journalière et à la fonction de Président du Conseil d'Administration de la Société. Ses mandats de délégué à la gestion journalière et de Président du Conseil d'Administration prendront fin en même temps que son mandat d'Administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2015.

Pour ARHS CONSULTING S.A.

Référence de publication: 2015141284/23.

(150154275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Atlantico Financial Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 44.850.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 158.718.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 2015.

Référence de publication: 2015141289/10.

(150154430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

B.A.M.M. Promotions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2526 Luxembourg, 1, rue Schrobilgen.
R.C.S. Luxembourg B 168.406.

Par la présente, je vous informe que je démissionne avec effet immédiat de mon poste d'administrateur unique de la société B.A.M.M. PROMOTIONS SA, avec siège social à L-2526 Luxembourg, 1 rue Schrobilgen.

Ma nomination résulte d'une décision des actionnaires du 24 mai 2012.

Luxembourg, le 1^{er} janvier 2015.

Michel RECROIX.

Référence de publication: 2015141294/11.

(150154346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

B.P. & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 20, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 49.018.

—
*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2014 tenue à 11.00 heures
le 12 mai 2015*

Extrait des résolutions

4 - L'assemblée générale décide de renouveler les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes, à savoir:

- *Administrateur unique:*

* M. Bourkel Michel, 20, rue Dicks L-1417 Luxembourg;

- *commissaire aux comptes:*

* Wilbur Associates Ltd, Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street S-E2, Nassau, Bahamas, N-8188, IBC 185200;

qui tous acceptent, pour l'exercice social 2015 et jusqu'à l'assemblée à être tenue en 2016.

Référence de publication: 2015141295/18.

(150153766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Best Choice, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 174.040.

—
Extrait des résolutions du conseil d'administration qui prend effet le 27 avril 2015

Le siège social de la société est transféré de son ancienne adresse au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Référence de publication: 2015141296/10.

(150153721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

China Merchants (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 174.689.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'associé unique en date du 7 août 2015:

1. Acceptation avec effet immédiat de la démission de Monsieur Jean-Christophe DAUPHIN en tant que gérant de catégorie B;

2. Nomination avec effet immédiat et pour une durée illimitée de Monsieur Vincent COINTEPAS, né en France le 16 juillet 1985, résidant au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour China Merchants (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015141330/17.

(150154126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Contessa Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 37, rue des Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 35.743.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015141363/9.

(150154297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Corfu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 66.108.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2014 tenue à 8.00 heures le 2 juin 2015

Extrait des résolutions

4-L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

administrateurs:

- Mme Bourkel Anique, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;
- M. Bourkel Michel, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;
- M. Vancheri Alexandre, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

administrateur-délégué:

- M. Bourkel Michel, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

commissaire aux comptes:

- Wilbur Associates Ltd, IBC 185200, Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street n° S-E2, Nassau, Bahamas, N-8188;

qui tous acceptent, pour l'exercice social 2015 et jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Référence de publication: 2015141364/22.

(150153751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

CWEI (Luxembourg) Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 525.668.326,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 180.307.

Il est porté à la connaissance de tous que:

La dénomination de l'actionnaire unique de la société a changé de CWEI (Hongkong) Company Limited en China Three Gorges (Hong Kong) Company Limited.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015141369/14.

(150154404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Delen Private Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 27.146.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 19.03.2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 mars 2015 que:

Ont été réélus aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2015:

Monsieur Jacques Delen, demeurant à B - 2020 Antwerpen, Della Faillelaan, 62

Monsieur Jan Suykens, demeurant à B - 2970 Schilde, Azalealaan, 23/B

Monsieur Piet Dejonghe, demeurant à B - 3080 Tervuren, Moorselstraat, 15

A été réélu à la fonction de réviseur d'entreprise agréé, son mandat expirant lors de l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2015:

Ernst & Young S.A., ayant son siège social à L - 5365 Munsbach, Parc d'Activité Syrdall, 7

Pour copie certifiée conforme

Référence de publication: 2015141375/18.

(150153685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

EMO Distribution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6869 Wecker, 11, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 27.945.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015141422/12.

(150154025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Ets Pierre Kess et Fils S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4385 Ehlerange, Z.A.R.E. - Ilot Est n° 7.

R.C.S. Luxembourg B 90.178.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/08/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015141427/12.

(150154259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

GLT Fiduciaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6492 Echternach, 2, rue Thoull.

R.C.S. Luxembourg B 122.426.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/08/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015141470/12.

(150154108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

GC Partner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1311 Luxembourg, 19, boulevard Marcel Cahen.

R.C.S. Luxembourg B 97.404.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015141467/9.

(150154451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

G.R.S. Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 144.241.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015141455/9.

(150154170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Georgia Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 173.275.

—
Extrait des Résolutions de l'Associé unique de Georgia Finance S.à r.l. prises le 28 Juillet 2015

L'unique Associé de Georgia Finance S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Rachel Hafedh, née le 22 Mars 1976 à Hayange (France), avec adresse professionnelle au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 31 Juillet 2015

- de nommer Robert McCorduck, née le 09 Janvier 1972 à Galway (Irlande) avec adresse professionnelle au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 31 Juillet 2015

Le Conseil de gérance se compose comme suit:

Property and Finance Corporation S.à r.l.

Robert McCorduck

Katarzyna Ciesielska

Luxembourg, le 14 Août 2015.

Référence de publication: 2015141459/19.

(150154004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

GoldiSoleil SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 179.184.

—
Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 22 juillet 2015:

- La démission de be Tax Advisory & Compliance Services Sàrl en qualité de commissaire aux comptes a été acceptée,

- L'assemblée a nommé en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire Luxfiducia S.à r.l., une société avec siège au 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes arrêtés au 31/12/2016,

- L'assemblée a transféré avec effet immédiat le siège social de la société du 17, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg au 20 avenue pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015141461/15.

(150153730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Gliese S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 145.235.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013, ainsi que les documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2015.

Référence de publication: 2015141469/11.

(150154215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Cerbère, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 50.833.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015141350/9.

(150153986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Goleta Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

R.C.S. Luxembourg B 137.567.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. dénonce sa fonction d'agent domiciliataire de Goleta Fund, une Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le No B 137.567 et domiciliée au 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 18 Août 2015.

Luxembourg, le 19 août 2015.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2015141472/12.

(150154180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Golf Gaichel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8469 Eischen, rue de la Gaichel.

R.C.S. Luxembourg B 31.716.

Il est porté à la connaissance que Monsieur Michel GAUL a démissionné de son poste de gérant au courant de l'année 1997.

Par conséquent, Michel GAUL ne fait plus partie de la gérance de Golf Gaichel S.à.r.l. depuis cette date.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 août 2015.

Référence de publication: 2015141473/12.

(150154054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

GRE Spirit S.à r.l., Société à responsabilité limitée,**(anc. Valore Credit S.à r.l.).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 174.936.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015141477/11.

(150154501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Green Basil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 108.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Référence de publication: 2015141478/10.

(150154157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

High Value Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 151.454.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015141503/9.

(150154130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Health Valley S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 166.343.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015141500/9.
(150154528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Horvi Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 41, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 168.412.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015141507/9.
(150154398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

I.F.P.S. International Fall Protection Systems s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 11, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 146.186.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015141508/9.
(150154508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Imagine, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8386 Koerich, 12, rue Fockeschlass.
R.C.S. Luxembourg B 187.440.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2015141521/14.
(150153770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

IQ One Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 157.459.

EXTRAIT

- Monsieur Nicolas Mille a démissionné de ses fonctions d'administrateur de catégorie B de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IQ ONE HOLDINGS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015141530/13.
(150154332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Cavallino Pazzo Heritage Fund, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 34, rue Albert 1^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 180.723.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2014 tenue à 11.00 heures le 29 juin 2015.

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

administrateurs:

- M. Michel Bourkel, 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg
- M. Karster DANKERT, 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg
- M. Jocelyn CASSEREAU, 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg
- M. Bernard KLEIN, 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg

administrateur-délégué:

- M. Michel Bourkel, 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg;

- commissaire aux comptes:

- Wilbur Associates Ltd, Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street S-E2, N-8188, Nassau, Bahamas. qui tous acceptent, pour l'exercice social 2015 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Référence de publication: 2015141346/22.

(150153782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Serinvest Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 181.258.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 13 août 2015 que Monsieur Martin HUBERT a été nommé Président du Conseil d'Administration, et ce jusqu'au terme de son mandat d'administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 août 2015.

Référence de publication: 2015141127/13.

(150153302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Sealily SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 165.746.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 16 juillet 2015 au siège social.

Le conseil d'administration décide de nommer comme agent dépositaire la société Citco C&T (Luxembourg) S.A., ayant son siège social au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.857.

SEALILY SPF, S.A.

Société anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial

Signature

Référence de publication: 2015141123/14.

(150153346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Benchmark Index Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 200.278.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of September.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

There appeared the following:

CLARES LUX S.à r.l., with registered office L-8041 Strassen, 80 rue des Romains, registered under the number Luxembourg B 199703,

here represented by M. Nicolas ALVES, Bank employee, residing professionally in Luxembourg,(L),

by virtue of a proxy given on given on 16 September 2015, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which it declares to form:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of "BENCHMARK INDEX FUND S.A., SICAV-SIF" or "BENCHMARK INDEX FUND" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

The registered office may be transferred within the town by a decision of the board of directors. In addition and to the extent permitted by Luxembourg laws and regulations, the board of directors may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in any kind of assets which are eligible under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (hereinafter the "Law of 2007"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 2007.

The Company is dedicated to institutional investors, professional investors and other well-informed investors as these categories of eligible investors are defined in the Law of 2007 (collectively the "Well-informed investors").

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes/Categories of shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment - specialised investment fund under Luxembourg law. The initial capital is thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) fully paid up shares of no par value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes or categories of shares and the proceeds of the issue shall be invested pursuant to Article 4 hereof in transferable securities of any kind and other eligible assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class(es) or category(ies) of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a subfund (individually a “Sub-Fund”, collectively the “Sub-Funds”) for one or several classes and/or categories of shares in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

Within each Sub-Fund, the board of directors may decide to create distinct classes and/or categories of shares corresponding to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions, and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure, and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) specific types of investors entitled to subscribe the relevant classes/categories of shares, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) any other specific features applicable to one class/category of shares.

The consolidated accounts of the Company, all Sub-Funds combined, shall be expressed in the reference currency of the share capital of the Company i.e. the EUR.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class/category of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes/categories of shares.

When the context so requires references in these Articles of Incorporation (the “Articles”) to Sub-Funds shall mean references to class(es)/category(ies) of shares and vice-versa.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Company shall issue shares in registered form only which may either offer distributions or capitalisation.

All issued registered shares of the Company shall be registered into the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number and class/category of shares of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name into the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors shall determine.

(2) Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed into the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, or the Company becomes aware that the address provided is no longer the shareholder's current/valid address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its discretion, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single representative to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such representative implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class/category of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class/category of shares or Sub-Fund. The board of directors may, in particular, decide that shares of a given class/category of shares or Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the offering documents of the Company, as the case may be. The board of directors may further impose minimum amounts of subscription as provided for in the offering documents of the Company, as the case may be.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by such charges and commissions (if any) at the rate(s) provided by the offering documents of the Company and as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the offering documents of the Company.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

In compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, the Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or other permitted assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation for the Company's auditor to deliver a valuation report and provided that such securities or other permitted assets comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the offering documents of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders, unless otherwise decided by the board of directors.

The board of directors is authorized to proceed to split (i.e. increase of the number of issued shares accompanied by a proportional reduction of the relevant net asset value per share) or reverse split (i.e. reduction in the number of issued shares accompanied by a proportional increase of the relevant net asset value per share) of shares issued in any Sub-Fund, class or category of shares.

Subscription applications may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of the Article 12 below.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the offering documents of the Company and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate(s) provided by the offering documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the offering documents of the Company, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

If as a result of any application for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this application be treated as an application for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

Further, if on any given Valuation Day redemption applications pursuant to this Article and conversion applications pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue or the net asset value of a specific class/category of shares or Sub-Fund, the board of directors may decide that part or all, on a pro rata basis for each shareholder asking the redemption or conversion of his shares, of such applications for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

Any redemption application may furthermore be deferred in special circumstances if the board of directors considers that the implementation of the redemption or the conversion application on such Valuation Day would adversely affect or prejudice the interests of the relevant Sub-Fund or the Company.

The Company may also defer payment of the redemption of a Sub-Fund's shares if raising the funds to pay such a redemption would, in the opinion of the board of directors, be detrimental to the remaining shareholders. The payment may

be deferred until the special circumstances have ceased; redemption could be based on the then prevailing net asset value per share.

Under special circumstances including, but not limited to, default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from banks or other entities, the Company may, in turn, delay all or part of the payment to shareholders requesting redemption of shares in the Sub-Fund concerned. The right to obtain redemption is contingent upon the Sub-Fund having sufficient liquid assets to honour redemptions.

The Company may agree to deliver securities against a request for redemption in kind, provided that the relevant investor formally agrees to such delivery, and that all provisions of the Luxembourg laws have been respected, and in particular the obligation for the Company's auditor to deliver a valuation report. The value of such securities shall be determined according to the principles applied for the calculation of the net asset value per share. The board of directors must make sure that the redemption of such securities shall not be detrimental to the other shareholders. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders unless otherwise decided by the board of directors.

Further, redemption of shares may be carried out in accordance with the terms of Article 24 below.

Redemption applications may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 below.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder is entitled to request the conversion of all or part of his shares of one class/category of shares into shares of another class/category of shares, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund.

The price for the conversion of shares from one class/category of shares into another class/category of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes/categories of shares, calculated on the same Valuation Day.

The board of directors may set restrictions as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any application for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this application be treated as a application for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares.

Conversion applications may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of the Article 12 below.

The shares which have been converted into shares of another class/category of shares or of another Sub-Fund shall be cancelled.

If within a Sub-Fund different classes/categories of shares have been issued as described in Article 5 above, the board of directors may decide that the shares of one class/category of shares be converted into shares of another class/category of shares when the specifications applicable to the shares of a given class/category of shares no longer apply to such a class/category of shares. Such conversion shall be carried out without payment of conversion costs by the shareholders, based on the applicable net values. Any shareholder of the relevant sub-fund shall have the possibility to request redemption of his shares without payment of any redemption costs for a period of one month before the effective date of conversion.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares and compulsory redemptions. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company the latter is not a Well-informed investor as defined in Article 4 hereof or if such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any non-Well-informed investor and/or by any U.S. person, as defined in this Article, and for such purposes the Company may:

A. decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a non-Well-informed investor or by a U.S. person; and

B. at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a non-Well-informed investor or in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a non-Well-informed investor or by a U.S. person; and

C. decline to accept the vote of any non-Well-informed investor or of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D. where it appears to the Company that any non-Well-informed investor or any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company

may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the “purchase notice”) upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the “purchase price”) shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any charges and/or commissions provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class/category of shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class(es) or category(ies) of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term “U.S. person” shall have the same meaning as defined by Regulation S, as modified from time to time, of the US Securities Act of 1933, as amended or by any other regulation or law which shall come into force in the United States of America and shall replace, in the future, Regulation S or the US Securities Act of 1933.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class/category of shares in respect of each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the offering documents of the Company) of the relevant class/category of shares or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day (as defined in the offering documents of the Company) by the central administration agent appointed from time to time by the Company under the supervision of the board of directors, by dividing the net assets of the Company attributable to such class/category of shares in that Sub-Fund (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class/category of shares, on any such Valuation Day), as determined in accordance with general accepted Luxembourg accounting principles and with the valuation rules set forth below, by the total number of shares in the relevant class/category of shares in a Sub-Fund then outstanding.

The net asset value per share of each class/category within each Sub-Fund may be determined and published only after the value of its investments is determined, which may take a certain time after the relevant Valuation Day although such valuation will have to be effected before the next Valuation Day. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the board of directors shall determine.

If, since the time of determination of the net asset value per share on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class/category of shares in respect of a Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion applications shall be treated on the basis of this second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes/categories of shares in respect of any Sub-Fund shall be made under the overall supervision of the board of directors and in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on, or instructed to be placed on, deposit, including any interest accrued or to be accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

4) all units or shares of other undertakings for collective investment;

5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of any security or other asset which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price in Luxembourg on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

(c) The value of any security or other asset dealt in on any other regulated market that operates regularly, is recognized and is open to the public (a "Regulated Market") will be based on its last available price in Luxembourg.

(d) In the event that any assets are not listed nor dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) Units or shares of undertakings for collective investment (including exchange traded funds, shares issued by the Sub-Funds of the Company held by another Sub-Fund of the Company) will be valued at their last determined and available net asset value on a Valuation Day as reported or provided by such undertakings for collective investment or their agents or in accordance with item (b) above where such undertakings for collective investment are listed or, if such price is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis. In particular some of the undertakings for collective investment might not offer a valuation more frequently than monthly; valuations of such investments might be based on estimated calculated on the last available valuation and the market development in the opinion of the relevant manager of these investments; if, after the reception of the final net asset value of these undertakings for collective investment, the board of directors notices a material difference between the estimated valuation and the definitive valuation, the Company may, to protect the interests of the shareholders, cancel the first net asset value per share calculated and determine a new net asset value per share by taking into account the final net asset values of these undertakings for collective investment instead of the net asset values estimated. Any application for subscription, redemption and conversion will be treated on the basis of the new net asset value per share.

(f) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(g) The value of money market instruments not traded on any stock exchanges nor on any other Regulated Markets and with a remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(h) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve.

(i) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class/category of shares or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class/category of shares or Sub-Fund at the rate of exchange ruling

in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, but in accordance with the applicable generally accepted Luxembourg accounting principles, may permit some other methods of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any assets or liabilities of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall include but not be limited to formation and offering expenses, fees payable to the relevant regulatory authorities, fees payable to its investment managers and advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any expenses incurred in connection with obtaining legal, tax and accounting advice and the advice of other experts and consultants, any expenses incurred in connection with legal proceedings involving the Company, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, translating, advertising and distributing offering documents or prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, share certificates, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, expenses in relation of the development of the Company i.e. "marketing costs", setting up costs, all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank and brokerage charges, postage and telephone charges and winding-up costs. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class/category of shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes/categories of shares in the following manner:

- a) If two or more classes/categories of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes/categories of shares shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes/categories of shares may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge and commission structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) a specific currency, and/or (vi) any other specific features applicable to one class/category of shares as may be determined by the board of directors from time to time in compliance with the law;
- b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class/category of shares shall be applied in the books of the Company to the relevant class/category of shares in such Sub-Fund, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class/category of shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class(es) or category(ies) of shares shall be applied to the corresponding class(es) or category(ies) of shares subject to the provisions of this Article;
- c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same class/category of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class(es)/category(ies) of shares;
- d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;
- e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class/category of Shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes/categories of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall be considered as a separate entity and shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class/category of shares, the net asset value of such class/category of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value per share, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class/category of shares or Sub-Fund shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each Sub-Fund or, if any, to each class/category of shares within a Sub-Fund, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company at a frequency determined by the board of directors (as defined in the offering document of the Company), such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund or any particular class/category of shares within a Sub-Fund and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each Sub-Fund or each class/category of shares within a Sub-Fund:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund or such class/category within a Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund or such class/category within a Sub-Fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or such class/category within a Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund or such class/category within a Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or such class/category within a Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason beyond the control and the responsibility of the board of directors, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund or such class/category within a Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

f) upon the notification of a convening notice to a general meeting of shareholders for the purposes of resolving the dissolution and liquidation of the Company;

g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;

h) during any period when political, economical, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value per share of the Company in a normal and reasonable manner;

i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of undertakings for collective investment in which the Sub-Fund is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value per share of such Sub-Fund or such class/category within a Sub-Fund.

Any such suspension shall be notified by the Company to all the shareholders, if appropriate, and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value per share has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund or any class/category within a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund or any other class/category of shares within a Sub-Fund not affected by the same circumstances.

Any application for subscription, redemption or conversion of share is irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value per share in the relevant Sub-Fund or relevant class/category of shares within a Sub-Fund, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may have his mandate revoked with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a simple majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, fax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram or fax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors, or any higher number of directors that the board of directors may determine, are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting or by the directors attending to the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the numbers of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, fax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. The Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The board of directors may in this way delegate to investment manager(s), under its overall supervision, direction and responsibility, the daily management of the assets of the Company. The board of directors or the investment manager(s) may further be assisted by any investment adviser in the daily management of the assets of the Company.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the offering documents of the Company.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the Investment Manager, the Investment Adviser, the custodian or such other person, any direct or indirect subsidiary thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Approved Statutory Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders of the Company and remunerated by the Company.

The approved statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2007.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class/category of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the Company's registered office or at such other place in Luxembourg, as may be specified in the convening notice of meeting, on the last Thursday of the month of June at 10:00 a.m. (Luxembourg time). If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

To the extent permitted by and in accordance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph above, which date, time or place are to be decided by the board of directors.

The annual general meeting may be held abroad if, in the opinion of board of directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

The quorum and notice periods required by law shall govern the notice for and conduct of the general meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Shareholders shall meet upon notice given by the board of directors in accordance with Luxembourg laws.

To the extent permitted by and in accordance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations, the convening notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting shall be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), and the right of shareholders to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to their shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Notice may be sent to shareholders either in writing, by facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing delivery of such notice to the extent permitted under Luxembourg law and regulations from time to time.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without convening notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any general meeting of shareholders.

Each share of whatever class/category of shares and regardless the net asset value per share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation.

Shareholders may act, at any general meeting of shareholders, either in person or by appointing another person as his proxy in writing or facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such appointment. Such proxy shall be valid to any other general meeting of shareholders with the same agenda provided that such proxy is not specifically revoked. The board of directors may also authorise a shareholder to participate at any general meeting of shareholders by videoconference or such other telecommunication means which enables the identification of this shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class(es) or of Category(ies) of Shares. The shareholders of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class/category of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class/category of shares.

The provisions of Article 22 shall apply to such general meetings.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class/category of shares vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class/category or classes/categories of shares, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class/category or classes/categories of shares in compliance with Article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

Art. 24. Dissolution, Merger and Split of Sub-Funds, Classes/Categories of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or any class/category of shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level under which the Sub-Fund or class/category of shares can no longer be managed efficiently, or if a change in the economical or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or that class/category of shares or in order to proceed to an economical rationalization, the board of directors may decide to liquidate such Sub-Fund or class(es)/category(ies) of shares by carrying out a compulsory redemption all the shares of the relevant Sub-Fund or class(es)/category(ies) issued in such Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account the costs of liquidation) applicable on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

Such a liquidation decision shall be notified to the shareholders of the Sub-Fund or of the class/category of shares before the effective date for the compulsory redemption. The notice shall indicate the reasons for, and the procedure of the liquidation. The shareholders of the relevant Sub-Fund or class/category of shares shall be notified in writing by the Company. Unless the board of directors decides otherwise in the interest of shareholders or to ensure an equitable treatment between them, the shareholders of the Sub-Fund or of the class/category of shares concerned may continue to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, before the liquidation coming into force on the basis of the applicable net asset value per share, taking into account an estimation of the liquidation costs.

The Company shall reimburse each shareholder proportionally to the number of shares that he or she owns in the Sub-Fund or in the class/category of shares.

Liquidation proceeds which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets shall be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as those described under the first paragraph of this Article, the board of directors may decide, in the interest of shareholders, to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it with another Sub-Fund or class/category of shares of the Company. This decision shall be notified in the same manner as described above. The notice shall besides indicate the information relating to the new Sub-Fund or the new class/category of shares. The relevant notice shall be notified at least one month before the merger comes into force in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

Under the same circumstances as those described under the first paragraph of this Article, the board of directors may decide, in the interest of shareholders, to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it to another Luxembourg undertakings for collective investment or to a sub-fund or a class/category of shares of such other Luxembourg undertakings for collective investment. Such decision shall be notified in the same manner as that described above. In addition, the notice shall contain information relating to that undertakings for collective investment. The relevant notice shall be notified at least one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge during that period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision. The independent auditor of the Company will produce a valuation report on the merger.

In the case of a merger with another Luxembourg undertakings for collective investment established in the form of a contractual type (“Fonds Commun de Placement”) or with a foreign based undertakings for collective investment, the decision shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such merger; the other shareholders will be considered to have asked for the redemption of their shares.

Under the same circumstances as those described under the first paragraph of this Article, the board of directors may reorganise, in the interest of shareholders, a Sub-Fund or a class/category of shares by splitting it into two or more new Sub-Funds or classes/categories of shares. Such decision shall be notified in the same manner as that described under the seventh paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information relating to that split. The relevant notice shall be notified at least one month before the date on which the split becomes effective in order to enable shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge during that period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision. The independent auditor of the Company will produce a valuation report on the split.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty first of December of the same year.

Art. 26. Distributions. Within the limits provided by law, the general meeting of shareholders shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of each Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class/category of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

The shareholders of the class(es) or of category(ies) of shares issued in respect of any Sub-Fund shall decide on the disposal of the results of each Sub-Fund at special class(es) or category(ies) of shares meetings according to the provisions of Article 23 hereof.

Payments of distributions shall be made to the shareholders at their addresses into the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class(es) or category(ies) of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Depositary. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a bank which shall satisfy the requirement of the Law of 2007 (hereinafter the “depository”).

The depository shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007.

If the depository desires to retire, the board of directors shall find a successor depository within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the depository, but shall not remove the depository unless and until a successor depository shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital of the Company falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital of the Company falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation net proceeds (either in kind as further disclosed in the offering document of the Company or in cash) relating to a given class/category of shares in a Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the shareholders of the relevant class/category of shares in proportion of their holding of shares in the relevant class/category of shares. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Luxembourg law.

Art. 30. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Luxembourg law.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2007, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2015.

2) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2016.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, declares to subscribe to the shares as follows:

Shareholder	Capital subscribed	Classes of shares	Number of shares
CLARES LUX S.à r.l.	EUR 15,500.-	Class A – LOW RISK sub-Fund	155
CLARES LUX S.à r.l.	<u>EUR 15,500.-</u>	Class A – HIGH RISK sub-fund	<u>155</u>
Total:	EUR 31,000.-		310

Evidence of the above payment was given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

130632

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-

General Meeting of Shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors, their term of office expiring at the Annual General Meeting in 2016:

M. Tom Van der Veken, Manager, CLARES LUX S.à r.l., Belgian, born in Kapellen (B) on 2 December 1970, residing professionally at L-8041 Strassen, 80 rue des Romains, Luxembourg.

M. Stefan Plingers, Manager, CLARES LUX S.à r.l., Belgian, born in Leuven (B) on 12 March 1973, residing professionally at L-8041 Strassen, 80 rue des Romains, Luxembourg.

M. Stanislas Peel, Member of the Management Committee, Lombard Odier (Europe) S.A. Belgian, born in Nieuwpoort on 13 January 1969, residing professionally at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

II. The following is elected as independent auditor, its term of office expiring at the Annual General Meeting in 2016:

Ernst & Young, société anonyme, 7, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, R.C.S. Luxembourg B 47771.

III. The address of the Company is set at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signé: N. ALVES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/30149. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159182/772.

(150175536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2015.

Coller International Partners VII Luxembourg GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 199.395.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first of July.

Before us Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

COLLER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, a company incorporated and registered under the laws of the Island of Guernsey, having its registered office at TRAFALGAR COURT, LES BANQUES, ST. PETER PORT, GY1 3QL, Guernsey,

here represented by Jennyfer Nündel, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Guernsey, on 31 July 2015.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which is incorporated with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Coller International Partners VII Luxembourg GP, S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law

of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is to act as managing general partner (associé gérant commandité) of Collier International Partners VII Luxembourg, SLP, an alternative investment fund (the “Fund”). The Company may act as general partner or managing general partner of other limited partnerships, whether organised in Luxembourg or abroad.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the Fund as well as any other companies or partnerships in which it holds an interest of any kind.

2.3 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-), represented by twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company’s share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers. In case of a board of managers, the board of managers shall be composed of at least three (3) managers.

13.2 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be waived in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being

sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any notice requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and any meeting so held will be deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented at the meetings. Resolutions of the board of managers are validly taken by a simple majority of the managers present or represented. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

17.6 The board of managers may pass resolutions by circular means when unanimously expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any, or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of a sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (a) by the signature of the sole manager, or if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (b) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, any requirement for the appointment of internal auditor(s) shall not apply for the duration of the appointment of such independent auditors.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of April of each year and shall end on the thirty-first of March of the following year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on thirty-first (31st) March 2016.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twenty thousand (20,000) shares issued have been subscribed by COLLER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, aforementioned, for the price of twenty thousand United States dollar (USD 20,000.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twenty thousand United States dollar (USD 20,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary and will be allocated in its entirety to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 6 rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Cyril Joseph Mahon, born in Balina, County Mayo, Ireland on 24 March 1967, professionally residing at Coller Capital, 33 Cavendish Square, London W1G 0TT, United Kingdom;

(ii) Alain Guérard, born in Sainte Adresse, France on 19 January 1968, residing at 53, Am Steffesgaart, L-5222 Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg; and

(iii) Daniel Kranz, born in Trier, Germany on 10 March 1972, professionally residing at rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The following persons is appointed as independent auditor for an unlimited term:

Pricewaterhousecoopers, a société cooperative de droit luxembourgeois, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 65.477, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-1235 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausend fünfzehn, am einunddreißigsten Juli.

Vor uns, Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Ersetzung von Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, welch Letzterer in Verwahrung der vorliegenden Urkunde bleibt.

IST ERSCIENEN:

COLLER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, eine Gesellschaft gegründet und registriert nach dem Recht von Guernsey mit Sitz in TRAFALGAR COURT, LES BANQUES, ST. PETER PORT, GY1 3QL, Guernsey,

hier vertreten durch Jennyfer Nündel, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 31. Juli 2015, ausgestellt in Guernsey.

Besagte Vollmacht, welche von den erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Collier International Partners VII Luxembourg GP, S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist es als geschäftsführende Komplementärin (associé gérant commandité) der Collier International Partners VII Luxembourg, SLP, einem alternativen Investmentfonds (nachfolgend der „Fonds“) zu agieren. Die Gesellschaft kann darüber hinaus als Komplementärin oder geschäftsführende Komplementärin anderer luxemburgischer oder ausländischer Kommanditgesellschaften handeln.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für den Fonds oder für andere Gesellschaften, in welchen sie eine Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine

Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausend Amerikanische Dollar (USD 20.000,-), bestehend aus zwanzigtausend (20.000) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Amerikanischen Dollar (USD 1,-) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat. Im Falle eines Geschäftsführungsrates besteht dieser mindestens aus drei (3) Geschäftsführern.

13.2 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und jede so abgehaltene Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

17.6 Der Geschäftsführungsrat kann Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels einstimmiger, schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen im Falle eines Einzelgeschäftsführers werden in einem Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (a) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch (b) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernannt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernannt, entfällt die Vorgabe für die Ernennung des Rechnungsprüfers für die Dauer der Ernennung des unabhängige Wirtschaftsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten April eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten März des darauffolgenden Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am einunddreißigsten März 2016.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwanzigtausend (20.000) ausgegebenen Anteile wurden durch die gründende Gesellschafterin, COLLER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, vorbenannt, zum Preis von einem Amerikanischen Dollar (USD 1.-) gezeichnet.

Die Einlage für die so gezeichneten Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwanzigtausend Amerikanische Dollar (USD 20.000.-) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde und dem Gesellschaftskapital vollständig zugeführt werden soll.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.500.geschätzt.

Beschlüsse des Gesellschafters

Der Gründer, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welche auf eine formelle Einberufungsbeschluss verzichten, haben folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Cyril Joseph Mahon, geboren am 24. März 1967 in Balina, County Mayo, Irland geschäftsansässig bei Collier Capital, 33 Cavendish Square, London, W1g 0TT, Vereinigtes Königreich;

(ii) Alain Guérard, geboren am 19. Januar 1968 in Sainte Adresse, Frankreich, wohnhaft in 53, Am Steffesgaard, L-5222 Sandweiler, Großherzogtum Luxemburg; und

(iii) Daniel Kranz, geboren am 1. März 1972 in Trier, Bundesrepublik Deutschland, geschäftsansässig in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Die folgende Person wird als unabhängige Wirtschaftsprüferin der Gesellschaft für unbegrenzte Dauer ernannt:

Pricewaterhousecoopers, eine société cooperative des luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2, rue Gerhard Mercator, L-1235 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 65.477.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Parteien, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen

Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat die Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. NÜNDEL und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 7 août 2015. Relation: 1LAC/2015/25324. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 14. Juli 2015.

Référence de publication: 2015140028/521.

(150152703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Digi Play Entertainment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 199.362.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the thirty-first day of the month of July;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Mr. Krzysztof BOBER, a citizen of Poland (passport number EH 9013570), born in Wroclaw (Poland), on April 24, 1966, residing in L-2544 Luxembourg, 51, rue du Soleil (Grand Duchy of Luxembourg).

Such appearing person has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) which he deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a limited liability company (“société à responsabilité limitée”), governed by the present articles of association and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10, 1915 on commercial companies, including its article 209, of September 18, 1933 and of December 28, 1992 on “sociétés à responsabilité limitée”, as amended, and the present articles of association.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the single-member character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

Art. 2. The name of the Company is “Digi Play Entertainment S.à r.l.”.

Art. 3. The Company's object is to own, develop and operate intellectual property business which may include, without limitation, the creation, development, purchase, exchange, sale, distribution, lease, license and/or other use of, among other, software, patent, trademark, design, model, know-how, process, and other services and equipment of whatever kind that are necessary or useful for its business and operations.

The Company may acquire ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. It may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities.

The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may also carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which may be or are conducive to the above-mentioned paragraphs of this Article 3 and any transactions with respect to real estate or movable property.

Art. 4. The Company has its registered office in the city of Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, under any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's capital is set at one hundred thousand euros (EUR 100,000.-), represented by five million one hundred thousand (5,100,000) ordinary shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each and four million nine hundred thousand (4,900,000) preference shares (the "Preference Shares", each a "Preference Share") with a par value of one euro cent (EUR 0.01).

Art. 9. Each Preference Share shall confer to each preference share holder a preferential cumulative dividend (the "Preference Dividend") corresponding to ten per cent (10%) per annum of their par value and a preferential right to the reimbursement of an amount equal to (i) their contribution increased by (ii) any accrued but unpaid Preference Dividend (the "Repayment Amount"), being acknowledged that after payment of the Preference Dividend and the Repayment Amount in case of liquidation of the Company to the Preference Shares holders, any amount remaining available for distribution shall be available for distribution only to the holders of ordinary shares of the Company.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-members unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the coordinated law on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. Management - Board of Managers.

11.1 The Company is managed by one or more manager(s), appointed by the general meeting of the shareholder(s) which shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each manager. In case of plurality of managers, they shall constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be a shareholder. The general meeting of the shareholder(s) may at any time and without cause (ad nutum) revoke and replace any manager (s).

Any reference to the Board of Managers in the Articles shall be a reference to the sole manager of the Company as long as the Company only has one manager.

11.2 The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the Chairman).

The Chairman, if any is appointed, will preside at all general meetings of the shareholder(s) and of the Board of Managers. In case of absence of the Chairman, the general meeting of the shareholder(s) or, as the case may be, the Board of Managers will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at the relevant meeting.

11.3 Meetings of the Board of Managers are convened by the Chairman or by any other two members of the Board of Managers.

The managers will be convened separately to each meeting of the Board of Managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least a two days' written notice of Board of Managers' meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice. Meetings are held, as a rule, in the city of Luxembourg.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex or e-mail transmission of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

11.4 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex or e-mail transmission another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues at a meeting of the Board of Managers.

11.5 A manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

11.6 The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

11.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax, telex or e-mail. A meeting held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

11.8 In dealing with third parties, the Board of Managers shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and further provided the terms of this article 8 shall be complied with.

11.9 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of the shareholder(s) fall within the scope of the competence of the Board of Managers. In case the Company only has one manager the Company shall be bound by the sole signature of the sole manager, and in case of plurality of managers the Company shall be bound by the sole signature of any member of the Board of Managers. The general meeting of the shareholder(s) may appoint from among the members of the Board of Managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the Board of Managers.

11.10 The Board of Managers may delegate part of its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents (either members of the Board of Managers or not) and may revoke such appointments at any time.

The Board of Managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

11.11 The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the Chairman (or the chairman pro tempore as the case may be), by the Secretary or by any two members of the Board of Managers. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman (or the chairman pro tempore as the case may be), by the Secretary or by any member of the Board of Managers.

11.12 The effective place of management shall be Luxembourg. All management activities shall, as a rule, be carried out in or from Luxembourg.

Shareholders' decisions

Art. 12. Shareholders' decisions are taken by shareholders' meetings.

Art. 13. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the provisions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on commercial Companies.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 14. The Company's financial year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 15. Each year, as of December 31st, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 16. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

The General Meeting may resolve to declare interim dividends. A resolution to declare an interim dividend from the profits realized in the current financial year may also be passed by the Board of Managers.

Winding-up - Liquidation

Art. 18. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 19. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Association do not provide for the contrary.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2015.

Subscription and payment

All ten million (10,000,000) shares have been subscribed by Mr. Krzysztof BOBER, pre-named, at their total nominal value of one hundred thousand Euros (EUR 100,000.-) together with a share premium amount of twenty thousand Euros (EUR 20,000.-) and fully paid up by a contribution in kind consisting of the full ownership of Virtual Play Cards mobile application for IOS and Android devices, including copyright on its software, its trademark, design and related data base and audio-visual work.

Evaluation

The net value of this contribution in kind is evaluated at one hundred twenty thousand Euros (EUR 120,000.-).

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary by a contribution valuation of 30th of July 2015 showing a value of the Virtual Play Cards application, including copyright on its software, its trademark and design and related data base and audio-visual work, contributed of one hundred twenty thousand euros (EUR 120,000), certified by the manager.

Effective implementation of the contribution.

Mr. Krzysztof BOBER declares that:

- he is the sole full owner of the assets contributed and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable; and

- the contribution of such assets is effective today without qualification, proof thereof having been given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1 The registered office is established in L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.

2. Mr. Krzysztof BOBER, a citizen of Poland (passport number EH 9013570), born in Wroclaw (Poland), on April 24 1966, residing in L-2544 Luxembourg, 51, rue du Soleil (Grand Duchy of Luxembourg), is appointed as sole manager of the Company for an undetermined period.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand three hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing person, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing person has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente et unième jour du mois de juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

Monsieur Krzysztof BOBER, citoyen polonais (numéro de passeport EH 9013570), né à Wroclaw (Pologne), le 24 avril 1966, demeurant L-2544 Luxembourg, 51, rue du Soleil (Grand-Duché de Luxembourg).

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

Art. 2. La dénomination de la société sera "Digi Play Entertainment S.à r.l."

Art. 3. L'objet de la Société est la détention, le développement et l'exploitation de droits de propriété intellectuelle, en ce inclus, de manière non exhaustive, la création, le développement, l'acquisition, l'échange, la vente, la distribution, le louage, la concession de licence et/ou tout autre usage, notamment, de logiciels, brevets, marques, dessins, modèles, savoir-faire, processus ainsi que la fourniture de tout autre service ou équipement de toute nature qui seraient nécessaires à son activité et à l'exploitation de cette dernière.

La société a également pour objet toute prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital.

La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts ou émission de titres, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société elle-même. La Société peut également consentir des garanties et accorder des sûretés en faveur des tiers afin de garantir ses propres obligations et celles de ses filiales, sociétés affiliées ainsi que toutes autres sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société elle-même.

La Société pourra également nantir, hypothéquer, transférer et gager de toute autre manière tout ou partie de ses actifs. La Société pourra d'une manière générale employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes transactions se rapportant aux activités décrites au présent article 3, ainsi que toute transaction concernant des biens immobiliers ou mobiliers.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville d'Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-), représentés par cinq millions cent mille (5.100.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune et quatre millions neuf cent mille (4.900.000) parts sociales privilégiées d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les "parts privilégiées").

Art. 9. Chaque part privilégiée confère à son détenteur un dividende cumulatif privilégié (le "dividende privilégié") correspondant à dix pour cent (10%) par an de sa valeur nominale et à un droit préférentiel à son remboursement d'un montant égal (i) à celui de sa contribution augmenté de (ii) tout dividende privilégié et non payé (le "montant du remboursement"), étant étendu qu'en cas de liquidation de la Société et après paiement du dividende privilégié et du montant du remboursement aux détenteurs de parts privilégiées, tout montant demeurant disponible pour distribution sera réservé à la distribution aux détenteurs des actions ordinaires de la Société seulement.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Gérance

Art. 11. Gérance - Conseil de gérance.

11.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s), nommés par l'assemblée générale de l'associé unique/des associés qui décide de leur rémunération et des modalités de nomination de chaque gérant. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gérance (le Conseil de Gérance). Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associé. L'assemblée générale de l'associé unique/des associés peut à tout moment et sans justifier d'une raison (ad nutum) révoquer et remplacer n'importe quel gérant.

Toute référence au Conseil de Gérance dans les Statuts doit être entendue d'une référence au gérant unique de la Société aussi longtemps que la Société n'a qu'un seul gérant.

11.2 Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres (le Président).

Le Président, si un est nommé, présidera toutes les assemblées générales de l'associé unique/des associés et toutes les réunions du Conseil de Gérance. En cas d'absence du Président, l'assemblée générale de l'associé unique/des associés, ou le cas échéant le Conseil de Gérance, choisira une autre personne en tant que président pro tempore par vote de la majorité des membres présents ou représentés à l'assemblée en question.

11.3 Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le Président ou par deux autres membres du Conseil de Gérance.

Les gérants sont convoqués séparément à chaque réunion du Conseil de Gérance. Excepté les cas d'urgence qui seront spécifiés dans la convocation ou sur accord préalable de tous les membres, la convocation écrite devra respecter un délai d'au moins deux jours avant la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion sera valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou valablement représentés.

Les réunions se tiennent au lieu, jour et heure indiqués dans la convocation. Les réunions sont en principe, tenues dans la ville de Luxembourg.

Il peut être renoncé à la convocation de l'accord de chaque gérant donné par écrit, télécopie, télégramme, télex ou email. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues en des lieux et temps indiqués dans un document préalablement approuvé par une résolution du Conseil de Gérance.

11.4 Chaque gérant peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant par écrit, télécopie, télégramme, télex ou email un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues à une réunion du Conseil de Gérance.

11.5 Un gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant demeurant au Luxembourg est équivalente à une participation en personne à une telle réunion, et la réunion tenue de telle manière est réputée avoir été tenue à Luxembourg.

11.6 Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

11.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, télécopie ou télex. Une réunion tenue par voie de résolution circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

11.8 Vis-à-vis des tiers, le Conseil de Gérance aura les pouvoirs d'agir au nom de la Société en toutes circonstances et d'exécuter et d'approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société, sous réserve du respect des dispositions du présent article 8.

11.9 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale de l'associé unique/des associés sont de la compétence du Conseil de Gérance. Si la Société n'a qu'un seul gérant, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature unique de tout membre du Conseil de Gérance. L'assemblée générale de l'associé unique/des associés peut élire parmi les membres du Conseil de Gérance un ou plusieurs gérants délégués qui auront le pouvoir d'engager la Société par leur seule signature, pourvu qu'ils agissent dans le cadre des compétences du Conseil de Gérance.

11.10 Le Conseil de Gérance peut déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches particulières à un ou plusieurs mandataires ad hoc (membre du Conseil de Gérance ou non) et peut révoquer de telles nominations à tout moment.

Le Conseil de Gérance déterminera la responsabilité du/des mandataires(s) et sa/leur rémunération (s'il en a une), la durée du mandat ainsi que toute autre modalité appropriée du mandat.

11.11 Les décisions du Conseil de Gérance sont relatées dans des procès-verbaux insérés dans un registre spécial et signés par le Président (ou selon le cas par le président pro tempore), par le Secrétaire ou par deux membres du Conseil de Gérance. Toutes procurations y resteront annexées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président (ou selon le cas par le président pro tempore), par le Secrétaire ou par deux membres du Conseil de Gérance.

11.12 La Société sera gérée exclusivement et effectivement à partir de Luxembourg. Tous les actes de gestion seront posés à ou à partir de Luxembourg.

Décisions des associés

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Art. 13. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 14. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés ensemble avec le bilan.

Art. 16. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

L'assemblée générale des associés peut résoudre de déclarer des dividendes intérimaires. Une résolution de déclarer un dividende intérimaire provenant des bénéfices de l'année en cours peut aussi être adoptée par le conseil de gérance.

Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 19. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les dix millions (10.000.000) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Krzysztof BOBER, préqualifié, à leur valeur nominale au montant total de cent mille euros (EUR 100.000,-) ensemble avec une prime d'émission au montant total de vingt mille (EUR 20.000,-) et libérées par un apport en nature consistant en la propriété de Virtual Play Cards, une application logiciel de jeux de cartes virtuelles pour téléphones mobiles (IOS et Android), comportant les droits d'auteur sur ledit logiciel, la marque, le design, la base de données y relative et les oeuvres audio-visuelles qui y sont contenues.

Evaluation:

La valeur de cet apport en nature est évaluée à cent vingt mille euros (EUR 120.000,-).

Preuve de l'existence de l'apport:

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire soussigné par la production d'une évaluation de la contribution du 30 juillet 2015 montrant que la valeur de l'actif contribué, à savoir l'application logiciel de jeux de cartes virtuelles "Virtual Play Cards", comportant les droits d'auteur sur ledit logiciel, la marque, le design, la base de données y relative et les oeuvres audio-visuelles qui y sont contenues, s'élève à cent vingt mille euros (EUR 120.000,-), certifiée par le gérant.

Réalisation effective de l'apport

Monsieur Krzysztof BOBER déclare que:

- il est le seul plein propriétaire de l'actif apporté et possède les pouvoirs d'en disposer, celui-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible; et
- l'apport de cet actif est effectivement réalisé sans réserves aujourd'hui, preuve en ayant été donnée au notaire.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'associé unique

Le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. Le siège social est établi à L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.
2. Monsieur Krzysztof BOBER, citoyen polonais (numéro de passeport EH 9013570), né à Wroclaw (Pologne), le 24 avril 1966, demeurant L-2544 Luxembourg, 51, rue du Soleil (Grand-Duché de Luxembourg), est nommé comme gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille trois cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: K. BOBER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 6 août 2015. 2LAC/2015/18097. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 août 2015.

Référence de publication: 2015140078/452.

(150152262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Duofratelli S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 28A, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 199.393.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le cinquième jour du mois d'août;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

Monsieur Christophe DIEDERICH, employé privé, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 2 avril 1984, demeurant à L-8041 Strassen, 28A, rue des Romains.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée “Duofratelli S.à r.l.”, (la “Société”), laquelle sera régie par les présents statuts (les “Statuts”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout associés tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Strassen (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Nonobstant les dispositions précédentes, la gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Christophe DIEDERICH, pré-qualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Loi anti-blanchiment

L'associé unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du

capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt, le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. Le siège social est établi à L-8041 Strassen, 28A, rue des Romains.
2. Monsieur Christophe DIEDERICH, employé privé, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 2 avril 1984, demeurant à L-8041 Strassen, 28A, rue des Romains, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DIEDERICH, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 10 août 2015. 2LAC/2015/18290. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015140082/141.

(150152701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Hudson Silicor Iceland Holdings S.à r.l, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.270.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 199.202.

In the year two thousand and fifteen, on the tenth of August.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Hudson Calisolar Holdings LLC, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, county of New Castle, Delaware, United States of America, registered with the Registrar of Companies of Delaware under number 4600260,

here represented by Mrs Corinne PETIT, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal in Teaneck, NJ, USA on August 7th, 2015.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state that it is the sole shareholder of the company "Hudson Silicor Iceland Holdings S.à r.l." a "société à responsabilité limitée" having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in course of being registered with the R.C.S. Luxembourg, with a share capital of twenty thousand US Dollar (USD 20,000), incorporated under Luxembourg law by a deed of the undersigned notary on June 18th, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and that the articles of association have not been amended since.

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the Company's corporate capital to the extent of six million two hundred and fifty thousand US Dollars (USD 6,250,000) to raise it from its present amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) to six million two hundred and seventy thousand US Dollars (USD 6,270,000) by creation and issue of six million two hundred and fifty thousand (6,250,000) new shares (the New Shares), all having a nominal value of one US Dollar (USD 1) each;
2. Subscription and payment;
3. Amendment of article 8 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 8.** The company's capital is set at USD 6,270,000 (six million two hundred and seventy thousand US Dollars), represented by 6,270,000 (six million two hundred and seventy thousand) shares of USD 1 (one US Dollar) each.”;

4. Miscellaneous.

II. The sole shareholder then passes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the corporate capital to the extent of six million two hundred and fifty thousand US Dollars (USD 6,250,000) to raise it from its present amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) to six million two hundred and seventy thousand US Dollars (USD 6,270,000) by creation and issue of six million two hundred and fifty thousand (6,250,000) new shares (the New Shares), all having a nominal value of one US Dollar (USD 1) each.

Second resolution

Thereupon, the sole shareholder, as represented, declares to subscribe to the six million two hundred and fifty thousand (6,250,000) New Shares having a par value of one US Dollar (USD 1) each, and to pay them up by cash, so that from now on the Company has its free and entire disposal the amount of six million two hundred and fifty thousand US Dollars (USD 6,250,000) as was certified to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to amend the article 8 of the articles of incorporation, which shall be worded as follows:

“ **Art. 8.** The company's capital is set at USD 6,270,000 (six million two hundred and seventy thousand US Dollars), represented by 6,270,000 (six million two hundred and seventy thousand) shares of USD 1 (one US Dollar) each.”

Costs

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at four thousand one hundred euro (EUR 4,100).

The amount of six million two hundred and fifty thousand US Dollars (USD 6,250,000) corresponds to the amount of five million six hundred ninety-seven thousand three hundred eighty-six euro and fourteen cents (EUR 5,697,386.14) according to the exchange rate published on XE.COM on August 10th, 2015.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mil quinze, le dix août.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Hudson Calisolar Holdings LLC, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, comté de New Castle, Delaware, Etats-Unis, inscrite au Registrar of Companies du Delaware sous le numéro 4600260,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration établie sous seing-privé à Teaneck, NJ, Etats-Unis le 7 août 2015.

Laquelle procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentaire de constater qu'elle est l'associé unique de la société "Hudson Silicor Iceland Holdings S.à r.l." une "société à responsabilité limitée" de droit luxembourgeois établie et ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du R.C.S. Luxembourg, avec un capital social de vingt mille dollars américains (USD 20.000), constituée par un acte du notaire instrumentant du 18 juin 2015, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la société d'un montant de six millions deux cent cinquante mille dollars américains (USD 6.250.000) pour l'augmenter de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000) à un montant de six millions deux cent soixante-dix mille dollars américains (USD 6.270.000) par la création et l'émission de six millions deux cent cinquante mille (6.250.000) nouvelles parts sociales (les Nouvelles Parts Sociales), d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune;

2. Souscription et libération;

3. Modification de l'article 8 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social est fixé à USD 6.270.000 (six millions deux cent soixante-dix mille dollars américains), représenté par 6.270.000 (six millions deux cent soixante-dix mille) parts sociales de USD 1 (un dollar américain) chacune.»;

4. Divers.

II. L'associé unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social souscrit d'un montant de six millions deux cent cinquante mille dollars américains (USD 6.250.000) de sorte à l'augmenter de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000) à la somme de six millions deux cent soixante-dix mille dollars américains (USD 6.270.000) par la création et l'émission de six millions deux cent cinquante mille (6.250.000) nouvelles parts sociales (les Nouvelles Parts Sociales), d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.

Deuxième résolution

Sur ce, l'associé unique, tel que représenté, déclare souscrire les six millions deux cent cinquante mille (6.250.000) Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1), et de les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de six millions deux cent cinquante mille dollars américains (USD 6.250.000) ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'assemblée générale décide de modifier l'article 8 des statuts comme suit:

« **Art. 8.** Le capital social est fixé à USD 6.270.000 (six millions deux cent soixante-dix mille dollars américains), représenté par 6.270.000 (six millions deux cent soixante-dix mille) parts sociales de USD 1 (un dollar américain) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ quatre mille cent euros (EUR 4.100).

La somme de six millions deux cent cinquante mille dollars américains (USD 6.250.000) correspond à la somme de cinq millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent quatre-vingt-six euros et quatorze cent (EUR 5.697.386,14) conformément au taux de change publié sur XE.COM en date du 10 août 2015.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée aux comparants à Luxembourg, tous connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 12 août 2015. 2LAC/2015/18505. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Référence de publication: 2015140201/124.

(150152498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Plus Equity Gate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 102.273.

J'ai le regret de vous remettre, par la présente, ma démission en tant qu'administrateur de catégorie A de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 20 mars 2015.

M. Jérôme Tibesar.

Référence de publication: 2015141054/10.

(150153351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Plus Equity Gate S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 102.273.

—
EXTRAIT

Avec effet au 14 juillet 2015, la société CAPITA FIDUCIARY S.A., ayant son siège social au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a dénoncé le domicile établi au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg de la société anonyme PLUS EQUITY GATE S.A., enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B102273.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

CAPITA FIDUCIARY S.A.

Signatures

Le domiciliataire

Référence de publication: 2015141055/15.

(150153480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Plus Equity Gate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 102.273.

J'ai le regret de vous remettre, par la présente, ma démission en tant qu'administrateur de catégorie A de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Sandrine BISARO.

Référence de publication: 2015141053/10.

(150153351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Pleimo S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 152.117.

Le siège de la société PLEIMO S.A. - en liquidation, société anonyme de droit luxembourgeois sise au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 152117,

a été dénoncé avec effet au 17 août 2015 par son agent domiciliataire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Paddock Corporate Services S.A.

Référence de publication: 2015141052/12.

(150153165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

REA Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.200,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 124.445.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société REA Europe S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Jean Seckler en date du 30 décembre 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 22 juillet 2015.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la Société au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015141070/15.

(150153224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.
